

CHINE – 7 avril 2020

Liu Yingying

Sanctionnée par l'association des avocats de Zhengzhou pour avoir publié sur les réseaux sociaux des informations sur le nombre de cadavres incinérés à Wuhan



Liu Yingying, avocate de Zhengzhou dans la province du Henan, a fait l'objet d'une sanction disciplinaire par l'association des avocats de la capitale provinciale du Henan, pour ses écrits sur les réseaux sociaux à propos du nombre de cadavres incinérés dans la ville de Wuhan et pour avoir publié, le 26 mars 2020, une photo de personnes faisant la queue devant un salon funéraire de Wuhan sur son compte WeChat. L'Association des avocats de Zhengzhou, qui est sous le contrôle du Bureau de la justice de la ville et donc du Parti communiste chinois au pouvoir, lui a infligé officiellement un blâme pour "provocation au mécontentement contre le gouvernement" en rappelant que son code de pratique professionnelle oblige les avocats à ne pas publier de "commentaires inappropriés" en ligne. Toutefois, l'association des avocats a tenu à préciser que Liu Yingying avait coopéré à l'enquête, « reconnu son erreur », supprimé le post et « réfléchi sincèrement à son erreur », et que pour cela elle avait été traitée « avec indulgence en retour » (sic).

Son cabinet d'avocats lui avait demandé avec insistance de supprimer ses publications et lui avait même demandé de déménager dans un autre cabinet d'avocats. Ses publications ont fait l'objet de plus d'un demi-million de vues et plus de 10 000 retweets.

Liu Yingying avait immédiatement fait appel de la sanction mais sous la pression des responsables de la propagande elle a dû renoncer. Après plusieurs jours de silence, elle est réapparue sur les réseaux sociaux pour annoncer qu'elle avait son recours, sans autre commentaire. Elle ne peut plus communiquer depuis et a notamment interdiction de parler aux journalistes étrangers.

Un autre avocat de Zhengzhou, Zhang Zhan, aurait vu son permis d'exercice révoqué après son voyage à Wuhan à l'occasion duquel avait rendu compte de la vie quotidienne des habitants de la ville en détention.

Par ailleurs, Chen Qiushi, avocat et journaliste citoyen, est toujours au secret depuis qu'il a été emmené par la police le 6 février après avoir commencé à diffuser des vidéos en direct des hôpitaux de Wuhan.

Le pouvoir a ciblé des milliers de personnes pour avoir dénoncé l'épidémie de coronavirus dans le pays depuis qu'elle a commencé fin décembre dans la ville centrale de Wuhan, selon un récent rapport du réseau chinois des défenseurs des droits de l'homme (CHRD). Depuis le 20 janvier, la police a traité 5 111 poursuites pour "fabrication et diffusion délibérée d'informations fausses et préjudiciables", selon un communiqué du 21 février, du ministère de la sécurité publique. [L'Observatoire]

